

[Texte]

Mr. Bell: We have agreed to appear before this committee for the sole purpose of clarifying our position for the public record. Before going on, I want to make a number of points crystal clear. First of all, we do not view these proceedings as a bilateral consultation or a negotiation process. We are a concerned group of First Nations students and youths who have networked together from regions across the country for the purpose of protecting the future of the First Nations people by dealing with this education issue.

The spokespersons selected for this presentation are students who have made themselves available for the purpose of placing into the records the facts that substantiate the reasonable request of a moratorium and grassroots community-level bilateral process. We do not see this standing committee as an alternative solution or negotiation process that can deal with the two demands forwarded by the First Nations students thus far.

We have a mandate to hold fast to the position consistently stated to the Minister of Indian Affairs, Pierre Cadieux. We do not have a mandate to negotiate any deals on behalf of First Nations students, First Nations leaders, or the future generations of First Nations people. We are here without vested political interest. We contend that this is a people's issue. Presenting our case to the standing committee does not conveniently diffuse the issue from the federal government's responsibility to deal with this issue.

We therefore maintain that Prime Minister Brian Mulroney has an obligation to intercede on his minister's behalf to quickly overcome this impasse and indicate the federal government's real intention in honouring commitments, being fair, and in making progress with federal and First Nations relations.

• 1945

In terms of the issue at hand, a handful of determined youths from Thunder Bay have mobilized First Nations people across the country, alerted the Canadian public, and have gained international recognition. We are not talking about some mere policy alteration to smooth out the issue, we are talking about Indian and Northern Affairs Canada unilaterally imposing fatal policies that threaten the survival of the First Nations people.

For more than eight months the First Nations students before you today and people across the country have demonstrated concern and support. Having exhausted every avenue of response presented by the government, we were forced to finally take a stand. We were forced to alert the Canadian public to the harsh realities of First Nations people's day-to-day existence and to alert the

[Traduction]

M. Bell: Nous avons accepté de comparaître devant votre comité dans le seul but de clarifier publiquement notre position. Mais avant, j'aimerais éclaircir certains points. D'abord, nous ne considérons pas ces audiences comme un processus de consultation ou de négociation bilatérales. Nous sommes un groupe d'étudiants et de jeunes des Premières nations provenant de différentes régions du pays et nous nous sommes regroupés dans le but de protéger l'avenir du peuple des premières nations en réglant cette question de l'enseignement.

Les porte-parole qui participent à la séance d'aujourd'hui sont des étudiants qui ont accepté de venir ici pour établir publiquement les faits qui justifient la demande raisonnable d'un moratoire et d'un processus bilatéral. Nous ne considérons pas votre comité permanent comme une solution de rechange ou un processus de négociation qui puisse répondre aux deux exigences formulées par les étudiants de Premières nations jusqu'à présent.

Notre mandat est de continuer le jeûne tant que la position du ministre des Affaires indiennes, Pierre Cadieux, n'aura pas changé à ce sujet. Nous n'avons pas le mandat de négocier une entente au nom des étudiants des Premières nations, des chefs des Premières nations ou des générations futures du peuple des Premières nations. Nous ne sommes pas ici pour défendre quelque intérêt politique que ce soit. Il s'agit d'une question qui concerne le peuple. Le fait que nous fassions valoir notre point de vue devant le comité permanent ne signifie pas que le gouvernement fédéral soit relevé de sa responsabilité de régler ce problème.

Par conséquent, nous maintenons que le premier ministre Brian Mulroney a l'obligation d'intervenir au nom de son ministre afin que nous sortions rapidement de cette impasse, et d'indiquer si le gouvernement fédéral a réellement l'intention de respecter ses engagements, d'être juste et d'améliorer ses rapports avec les Premières nations.

Pour ce qui est de la question qui nous intéresse, un petit groupe de jeunes déterminés de Thunder Bay ont mobilisé le peuple des Premières nations d'un bout à l'autre du pays, ont alerté la population canadienne et se sont fait reconnaître à l'échelle internationale. Il ne s'agit pas ici d'une simple modification de la politique pour faire disparaître le problème, mais le ministère des Affaires Indiennes et du Nord est en train d'imposer unilatéralement des politiques fatales pour la survie du peuple des Premières nations.

Depuis plus de huit mois les étudiants des Premières nations qui sont devant vous aujourd'hui et la population du pays ont manifesté leur préoccupation et leur appui. N'ayant pu obtenir de réponse satisfaisante de la part du gouvernement, nous avons finalement été obligés de prendre publiquement position. Nous avons été obligés de sensibiliser la population canadienne aux dures réalités de